

vivre **MIEUX**

LE MAG'
DES FAMILLES

Auvergne-Rhône-Alpes

PLACE À L'ACTION

A ISIGNY-SUR-MER, JOËLLE LARUE,
CONDUCTRICE ET CONFIDENTE

**LES NOUVELLES FIGURES
DE L'ENGAGEMENT**

**DES PROJETS
ET DES HOMMES**

EDITORIAL



Toujours aussi engagés, mais différemment : 120 ans après le vote de la liberté d'association, le 1^{er} juillet 1901, les citoyens prouvent qu'ils sont très attachés à l'exercice du collectif. Même s'ils sont de plus en plus à la recherche d'engagements ayant un impact direct et concret, et moins attirés par des discours trop idéologiques. Dans ce contexte, les associations, plus que les partis politiques ou les syndicats, ont le vent en poupe. Et on ne peut que s'en réjouir, car pour nombre de jeunes notamment elles sont un lieu d'apprentissage de la démocratie. A condition d'éviter l'écueil de l'institutionnalisation et de la défiance qu'elle peut entraîner, elles répondent à ce besoin de faire ensemble.

Or la loi contre les séparatismes, promulguée en août dernier, impacte significativement les associations. Elle définit de nouvelles obligations pour l'obtention de subventions et pour le tronc commun d'agrément au travers de la mise en place d'un « Contrat d'engagement républicain », elle étend la responsabilité des dirigeants d'association et renforce le contrôle de l'administration fiscale en matière de dons et mécénat.

Le Mouvement associatif, dont Familles Rurales, se mobilise pour rappeler que la vie associative constitue le premier des remparts contre les séparatismes, pour interpeller sur l'esprit de défiance à l'égard des associations. La loi choisit l'optique du renforcement du contrôle pour atteindre ses objectifs (sans certitude sur l'impact), sans mettre en regard des mesures permettant le renforcement des acteurs associatifs qui agissent au service de la citoyenneté et de la cohésion nationale.

Notre dossier le raconte : contre un certain nombre d'idées reçues sur une société jugée individualiste, les citoyens ont un puissant désir de s'associer, dans des formes parfois protestataires quand ils ont l'impression d'être trahis par des organisations perçues comme très hiérarchiques ou ayant des intérêts trop politiques.

L'important n'est-il pas de favoriser cette envie d'action collective, plutôt que de la freiner ?

Dominique Marmier,
Président de Familles Rurales, fédération nationale

SOMMAIRE

DOSSIER :

- P. 3 Les nouvelles figures de l'engagement
- S'engager dans une structure... ou pas !
 - Qui sont les bénévoles aujourd'hui ?
 - Ilotopia : susciter l'engagement des habitants
 - Une Masterclass « gouvernance et engagement »
- P. 8 PORTRAITS DE BÉNÉVOLES
- P. 12 PLACE À L'ACTION
- P. 14 CE QU'EN PENSENT LES JEUNES
- P. 15 EN PRATIQUE

LA DYNAMO :

- P. 16 • Les nuits enchantées de "Bedinshop"
- P. 17 • Une remorque itinérante pour créer du lien
- P. 18 • A Saumur, le parcours en trois temps TroglNature

Directeur de publication : Dominique Marmier
Directeur de la rédaction : Guillaume Rodelet
Rédactrice en chef : Niki Vouzas
Ont également contribué à ce numéro :
Marina Julienne (journaliste), Sylvie Dauvillier
Mise en page : Françoise Barbier
Crédit photos : Adobe Stock
Dépôt légal : à parution

Impression :
Imprimerie Vincent
32 avenue Thérèse Voisin
37042 TOURS CEDEX 1
Imprimé sur papier PEFC
Trimestriel - Numéro 15



Familles Rurales
Fédération nationale
7 cité d'Antin - 75009 PARIS
Tél. : 01 44 91 88 88 / Fax : 01 44 91 88 89
vivremieux@famillesrurales.org - www.famillesrurales.org

Familles Rurales est une association loi 1901, reconnue d'utilité publique, ne relevant d'aucune sensibilité politique, syndicale ou confessionnelle, agréée et habilitée par de nombreux ministères. Le Mouvement regroupe 160 000 familles adhérentes, 2 200 associations locales, 40 000 bénévoles et 17 000 salariés.



LES NOUVELLES FIGURES DE L'ENGAGEMENT

DOSSIER

Derrière un désenchantement politique certain, de nouvelles formes d'engagement, souvent plus protestataires, apparaissent. S'ils délaissent les partis et les syndicats, les bénévoles sont toujours aussi nombreux dans les associations, mais pour des actions plus concrètes et sur des temps plus courts.

Taux record d'abstention aux dernières élections (67%), particulièrement chez les plus jeunes ; effondrement du nombre de militants dans les partis ; érosion continue du nombre de syndiqués dans les entreprises. Tous ces indicateurs pourraient faire croire à une véritable crise de l'engagement, à un « j'm'en foutisme » d'individualistes plus pressés de retrouver le chemin des terrasses que celui des Restos du cœur.

Faux ! répondent nombre d'observateurs : l'engagement aujourd'hui prend d'autres formes, mais il n'est pas moins important qu'avant.

Affiches contre les féminicides collées sur les murs, occupations des ronds-points par des gilets-jaunes, sauvetage de réfugiés en mer, débats organisés par Nuit Debout, occupations de zones à défendre... les distributeurs de tracts sur les marchés se font plus rares, mais une belle inventivité est à l'œuvre pour s'engager autrement.

Précisons que la notion d'engagement, qui renvoie à des actes forts, comme s'engager dans l'armée, le

mariage, ou en religion, est très proche du terme « militant ». Dans les deux cas, il s'agit de défendre une cause, et dans les deux cas la défense d'intérêts personnels peut conduire à la défense de causes générales, tandis que le pur dévouement pour une cause extérieure n'est pas forcément exempt de bénéfices personnels.

Mais ce que souhaitent d'abord ces personnes « engagées », « militantes » et toujours « bénévoles », c'est ne pas rester simple spectateur du monde. « *L'engagement serait même devenu une nécessité, remarque Jacques Ion, sociologue. Hier, l'individu se voyait reconnu à travers son statut, sa place dans la famille, son métier. Aujourd'hui, du fait de l'accroissement des mobilités professionnelles et géographiques, la reconnaissance de l'individu passe par ses capacités à nouer des relations, à se lier à d'autres.* » Et si le militantisme, qui suppose un engagement à long terme, dans une organisation hiérarchisée, avec un sacrifice de l'individu au bénéfice d'une politisation de la cause n'est plus vraiment de mise, cela ne signifie pas que l'individualisme triomphe.

« On a opposé cette montée de l'individualité à la notion de collectif, alors que c'est exactement le contraire ! * estime même Roger Sue, chercheur au CNRS et administrateur de la Fonda (fabrique associative). Nous sommes dans une société d'identités multiples : alors qu'autrefois, les identités étaient assignées, vous étiez mère de famille et vous n'en bougiez pas, la vie sociale des gens s'est extrêmement diversifiée : loisirs, télévision, sport..., pratiquement toutes les pratiques ont explosé. Les gens ont aujourd'hui des vies, certes encore très inégales, mais d'une richesse insoupçonnée il y a une vingtaine d'années, avec plus de potentialités pour chacun de vivre une diversité d'expériences. Ce qui va de pair avec une fragilité des engagements durables — à commencer par le mariage —, mais aussi avec des affirmations individuelles plus fortes qui trouvent leur sens dans la relation, dans un rapport d'association. Le problème, c'est que ce lien qui pousse au changement se heurte à des institutions qui restent pyramidales, verticales ».

Le mouvement des « gilets jaunes » est justement révélateur d'un puissant désir des individus de s'associer. Sans aucun commandement ou organisation centrale, les « gilets jaunes » ont pu mobiliser au niveau national et s'affranchir de tous les cadres, y compris légaux, certaines opérations n'ayant pas été déclarées en préfecture. « Aucun support formel de communication, aucune section locale, mais grâce aux réseaux ils ont été tout étonnés de se retrouver ensemble alors qu'ils se croyaient seuls », commente Roger Sue.

A côté des structures traditionnelles, partis et syndicats, qui voient leur nombre d'adhérents chuter, les associations ont toujours le vent en poupe.

Au sondage Ifop (2020) qui demandait « qui défend le mieux vos préoccupations de citoyen dans le débat public ? », les élus locaux arrivent en (courte) tête : 42 % de première réponse, 60 % de toutes les réponses. Ils sont talonnés par les « associations et mobilisations citoyennes » : 37 % de première réponse et 62 % de toutes les réponses. Les syndicats, parlementaires, médias et partis politiques arrivent tous, et dans cet ordre, très loin derrière.

Mais si il y a toujours plus de bénévoles, notamment chez les jeunes, (cf Infographie) cet engagement est moins régulier. En 2010, 80 % des bénévoles associatifs déclaraient un engagement régulier, ce chiffre tombe à 71 % en 2019. De plus, il se focalise sur la recherche de résultats concrets.

Caroline Soubie, responsable du département « Engagement formation » de la Croix Rouge (60 000 bénévoles !), confirme « Nous n'avons pas de mal recruter mais le turn-over des bénévoles est de plus en plus important. Chaque année, ils sont 9 à 10 000 à entrer et sortir. Les jeunes retraités ont une revendication plus assumée d'un équilibre entre leur vie personnelle et le bénévolat. Il n'est plus question de tout sacrifier aux bonnes œuvres ! Quant aux plus jeunes, ils assument plus d'être dans le « donnant - donnant ». Ils apportent une relation à l'autre, une énergie nouvelle, mais ils sont là aussi pour acquérir des

compétences professionnelles, intégrer un tissu local, se construire un réseau. Nous devons respecter et tenir compte de ces attentes et de ce besoin d'équilibre entre vie privée et vie associative ».

De fait, on ne s'engage plus pour les mêmes raisons aujourd'hui qu'hier. Hier, le milieu d'appartenance, les modèles parentaux, les apprentissages à travers les mouvements de jeunes étaient des facteurs importants de l'engagement.

Aujourd'hui, dans les ressorts de l'engagement, le rôle de la famille, les relations au travail s'estompent au profit des réseaux d'amitié, et de partage de valeurs communes autour de moments conviviaux. D'autre part, ce sont surtout les expériences vécues qui motivent l'engagement : on s'engage parce qu'on a traversé soi-même ou ses proches une maladie (associations de patients), parce qu'on est issu de parents étrangers (aide aux réfugiés).

Différentes enquêtes ont montré comment du « devoir », voire de la mission sous couvert d'altruisme, l'engagement bénévole est passé à une forme privilégiée de la réalisation de soi avec l'avènement d'un « individu relationnel » où les notions de plaisir et d'acquisition de compétences deviennent dominantes. « Se connaître », « se réaliser », sont les termes qui reviennent souvent dans les enquêtes sur les parcours de bénévoles.

Comment rester attractif face à des demandes très diverses et en constante évolution ? Les offres de bénévolat sont regroupées sur des plateformes communes, comme « Tous bénévoles.org », ou « France bénévolat.org ». Mais la Croix Rouge par exemple va créer sa propre plate-forme pour les bénévoles. « Chacun en fonction de son temps, de ses compétences, pourra se construire un parcours individualisé et trouver l'action adaptée, commente Caroline Soubie. Nous avons déjà mis en place les « bénévoles d'un jour ». Nous voulons aussi travailler à des « relais citoyens » : fédérer de nouvelles énergies chez des actifs qui n'ont pas de temps mais peuvent relayer des messages de prévention, sur la canicule, sur la crise sanitaire, etc. et mener des actions d'entraide ».

Loin des égoïsmes en tout cas, nombre de citoyens cherchent à agir sur le monde, que ce soit à un niveau local, national ou international. Mais comme le soulignait le philosophe Miguel Benassayag dans un entretien : « J'ai constaté dans ma vie qu'il était beaucoup plus simple de prendre les armes contre les militaires que de résister aujourd'hui dans un monde devenu très complexe ».

120 ans après le vote de la liberté d'association (1^{er} juillet 1901) il n'est quasiment pas un jour sans que des collectifs ou des entreprises sociales et solidaires ne se créent avec pour ambition de donner à tous le pouvoir d'agir, ou de trouver collectivement les ressources pour imaginer un nouvel avenir. Plutôt réconfortant !

*in : <https://www.millenaire3.com/Interview/2013/vers-une-economie-du-lien-social>

TÉMOIGNAGES

S'ENGAGER DANS UNE STRUCTURE... OU PAS !

POUR

Marie-Esther Rouffet, infirmière anesthésiste à l'hôpital Necker et bénévole à la Croix-Rouge

« J'ai été formée au métier d'infirmière dans une école de la Croix-Rouge, et j'ai connu ce milieu du bénévolat en étant invitée à une réunion de la Fédération internationale de la Croix-Rouge où se réunissaient 3000 jeunes du monde entier. Qu'ils soient du Vanuatu ou du Luxembourg, j'ai réalisé que je partageais avec eux les mêmes valeurs. Cela a vraiment déclenché une vocation. On m'a proposé d'être Responsable Départemental Jeunesse, et laissé carte blanche pour créer mon équipe. Travaillant souvent de nuit, j'ai pu ainsi démarrer comme bénévole. Puis je suis devenue administratrice nationale au Conseil d'administration qui gère un 1,4 milliard d'euros de budget ! Il n'y avait jamais eu de représentant de moins de 40 ans, j'en avais 25... J'ai voyagé dans le monde entier, en Palestine, au Kenya, en Bulgarie, j'ai réfléchi au sein de différents groupes de travail à la stratégie au niveau international, rencontré des professionnels de tous horizons. Puis j'ai repris des études, donc limité mon engagement, pour passer un master d'infirmière anesthésiste.

Cette structure m'a permis d'acquérir une expertise, et que mon combat ait une vraie résonance. A une période de sa vie où on est en recherche d'identité, c'est bien d'être accompagné. Quand on prend des positions, on est d'une certaine façon protégé par l'institution qui est derrière nous. Si on avance un chiffre ou une étude, on sait d'où cela vient, pourquoi on le dit.

Toutes les compétences acquises grâce à ce bénévolat me permettent aujourd'hui de lancer ma Start-up, Koalou. Je démarre un nouveau combat pour une cause qui me tient à cœur, la santé mentale des enfants, mais dans un contexte « classique », lucratif. Je reste engagée à la Croix-Rouge même si mon mandat se termine. Je me laisse du temps pour y revenir sur un prochain mandat. »

CONTRE

Magali Payen, fondatrice du mouvement « #OnEstPrêt ! »

« J'ai fondé en 2018 le mouvement « #OnEstPrêt », avec l'idée de mobiliser des personnes qui ne militent pas, ne participent pas aux marches pour le climat, mais sont malgré tout concernées par ces questions. Comment atteindre ces communautés non-convaincu-es, ou indifférent-es, ou moins renseigné-es ?

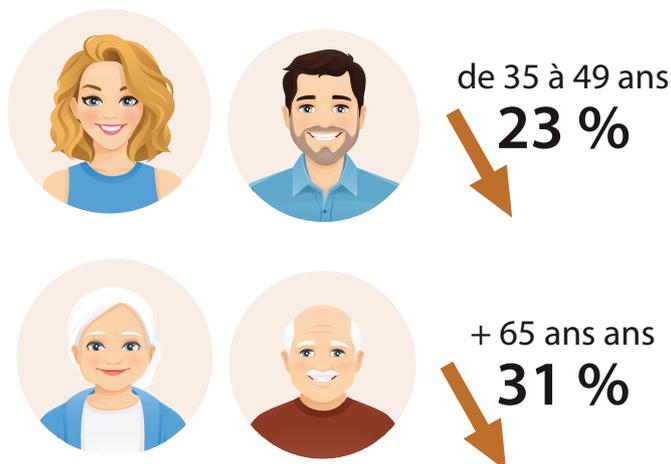
8 Français sur 10 entre 16 et 24 ans vont sur YouTube au moins une fois par jour. J'ai rassemblé plusieurs dizaines de youtubeurs, en me disant qu'ils seraient capables de mobiliser leurs millions d'abonnés. Norman, Nattoo, EnjoyPhoenix, ou encore Jhon Rachid engrangent des millions de vues avec leurs vidéos scientifiques, culturelles, lifestyle ou humoristiques. Pendant un mois, du 15 novembre au 15 décembre 2018, ils ont lancé des défis à leurs abonnés en leur demandant d'agir pour le climat. Et cela a marché ! Le nombre de personnes touchées sur les comptes Twitter et Instagram se comptent en dizaines de millions.

Le moteur de recherche Ecosia qui œuvre à des programmes de reforestation a par exemple noté une hausse d'affluence de 1 000 % et a pu planter 45 000 arbres. Nous n'aurions pas pu mobiliser 2,3 millions de signataires sur la pétition de « L'Affaire du siècle » (qui avait pour objet de poursuivre l'Etat devant les tribunaux pour inaction climatique) si nous n'avions pas sollicité ces communautés pendant un mois auparavant.

Et cette mobilisation nous n'aurions pas pu l'obtenir dans un cadre associatif traditionnel et rigide. Cet engagement, pour certains, restera ponctuel. Mais je pense que nous avons besoin de tous (citoyens, politiques, entreprises) et de toutes les stratégies (opérations médiatiques coup de poing, engagements sur le long terme), si nous voulons agir pour préserver la planète. »

L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF DES FRANÇAIS EN 2019

Les jeunes s'engagent davantage



Source : étude de Recherches & Solidarités
« La France bénévole 2019 : Evolutions et Perspectives » 16ème édition, Mai 2019.



Interview de Jacques Malet

Après 31 ans passés dans la fonction publique, Jacques Malet a fondé Recherches & Solidarités en 2008. Ce réseau associatif d'experts et d'universitaires au service de toutes les formes de solidarité publique entre autres des études quantitatives et qualitatives sur le secteur associatif.

ILOTOPIA : SUSCITER L'ENGAGEMENT DES HABITANTS

Pas facile de s'engager quand on ne s'estime pas légitime pour intervenir dans une organisation. Une agence prend les habitants par la main pour les inciter à participer à des projets d'aménagements urbains. A condition d'en prendre le temps, ça marche !

Comment impliquer les habitants dans la transformation de leur quartier, sans déléguer à quelques-uns la gestion d'un espace qui doit rester la propriété de tous et en impliquant celles et ceux qui ne prennent jamais la parole ? C'est à ces questions que l'agence « *What time is it* », fondée par l'anthropologue Stéphane Juguet, tente d'apporter des réponses.

L'agence a travaillé en 2017 sur un quartier de l'île de Nantes en pleine mutation, autour des rues Grande et Petite-Biesse. Autrefois habité par les ouvriers du chantier naval, ce quartier concentre une forte proportion de familles aux revenus modestes.

La discussion a été engagée dans la rue afin d'informer les habitants sur le projet d'aménagement des espaces publics et de réfléchir avec eux notamment aux usages d'un square et d'une place devenus territoires de pratiques déviantes. « *Toute la difficulté c'est de diversifier le public, pour ne pas avoir que les retraités à nos réunions, explique Stéphane Juguet. Pour cela il faut du temps : faire du porte à porte, et permettre aussi aux gens de se rencontrer dans un lieu extérieur où ils se sentent en sécurité* ». L'agence crée le « *Wattignies Social Club* » dans un ancien garage

qui devient la « base de vie » du projet Ilotopia, et un « *ilobus* », terrasse en bois adjointe à un grand bus, est installé au centre de la place Wattignies. A certaines heures, s'y tient une classe ouverte pour les migrants, à d'autres on y boit un café ; le temps d'un week-end s'y installe une braderie, ou même une halte-garderie.

Pendant trois mois, des débats permettent de sonder les imaginaires, de recueillir les inquiétudes et de nourrir des propositions. Il faut ensuite passer la main à l'aménageur, qui intégrera en fonction de ses contraintes, certaines de ces propositions.

« *Toute la difficulté est de savoir jusqu'où aller ensuite dans la cogestion des espaces, commente Stéphane Juguet. Je crois qu'il faut rester à une petite échelle, celle du square par exemple. Au delà, il y a rapidement des conflits d'usages entre différents groupes : entre ceux qui savent lire un plan et ceux qui dorment dans la rue, ce ne sont ni les mêmes attentes de l'espace public, ni les mêmes besoins ! L'espace doit resté géré par la puissance publique, même si celle doit aussi donner de la liberté* ».

L'exemple d'Ilotopia en tout cas le démontre, la concertation peut aboutir à une réelle participation. En juillet 2021, des habitants lançaient l'opération « *Les ponts prennent l'air* » une balade d'une journée animée par des spectacles et apéros, pour découvrir le quartier désormais aménagé de « *Biesse-République* ».

On parle d'une société de plus en plus individualiste, vous le constatez aussi ?

Il y a deux France : celle des individualistes, souvent par méconnaissance du plaisir de l'action collective ou par manque d'opportunités ; celle des bénévoles qui se disent « citoyens engagés ». Ils sont entre 25 %, dans les associations, jusqu'à 40 % si on ajoute celles et ceux qui donnent du temps gratuitement dans les écoles, les mairies, les églises... sans oublier les personnes, surtout parmi les jeunes, qui réalisent des actions solidaires sur un mode informel.

Il y a aussi deux France, avec ce que nous nommons la « fracture associative » : d'un côté les personnes diplômées, à l'aise dans le milieu associatif, très nombreux parmi les adhérents (60 % environ), souvent aussi dirigeants et avides de toute expérience qui permette d'élargir le réseau de leurs amis ; d'un autre côté les personnes modestes, qui ont des difficultés à gérer leur temps, souvent avec de longs déplacements vers leurs lieux de travail, quand ils en ont un. Ils n'osent pas pousser la porte d'une association car ils pensent qu'ils n'y

seront pas bien accueillis et pas à l'aise. Ils sont donc proportionnellement deux fois moins adhérents (30 %). Mais s'ils franchissent ce seuil, il auront à cœur de rendre des services et deviendront assez naturellement bénévoles.

Y'a-t-il toujours autant de bénévoles dans les associations ?

Oui, mais la composition de ces 24 % de Français engagés dans une association a beaucoup changé, notamment entre 2016 et 2019 : le segment des plus jeunes a augmenté quand celui des plus de 65 ans a nettement baissé. On a donc, sur un plan qualitatif, une perte de capacité d'action : des jeunes moins disponibles, un peu moins aguerris aussi, au regard de seniors plus disponibles et expérimentés. Précisons toutefois que cette stabilité du nombre des bénévoles est à mettre en lien avec une augmentation régulière du nombre d'associations (près de 1 500 000 aujourd'hui), ce qui explique la tension que ressentent et expriment les dirigeants.

Comment mobiliser plus de bénévoles ?

Deux pistes existent pour faire évoluer une situation qui s'est fortement tendue

de par la crise sanitaire : un effort particulier auprès des personnes modestes pour qu'elles deviennent peu à peu des acteurs associatifs, d'une part, et faciliter de que nous nommons « télé-bénévolat », qui permet aux personnes très peu disponibles, et/ou peu mobiles (isolés, pris par des jeunes enfants, handicapés...) d'agir à distance et de développer ce si précieux lien social, tout en éprouvant un sentiment d'utilité.

On parle d'engagement « post-it » ou plus ponctuel des bénévoles, c'est une réalité ?

Dès lors que l'on fonctionne de plus en plus sur la notion de projet, l'engagement peut être de courte durée si le projet est modeste et ponctuel. Mais il peut donner le goût d'aller plus loin, ou de passer de projet en projet. C'est formateur, mais bien sûr difficile à gérer pour les associations. Pour autant, il faut intégrer cette dimension dans les « projets associatifs » que les dirigeants construisent pour des périodes de l'ordre de trois ans, avec un plan d'actions assorti.

UNE MASTERCLASS « GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT »

Plusieurs associations, dont Famille Rurales, ont créé une Masterclass pour permettre aux jeunes bénévoles de se former à exercer des responsabilités au niveau de leur association.

En 2017, Familles Rurales, La Ligue de l'Enseignement, la Croix Rouge Française et APF France-Handicap, ont créé en partenariat avec l'Institut de l'Engagement* une Masterclass interassociative « Gouvernance et engagement » (MaGE). Le but : former des jeunes bénévoles, qui ont entre 18 et 30 ans, à prendre des responsabilités dans la gouvernance de leur association.

« Pendant un an sous forme de week-ends de travail, nous offrons à une quinzaine de jeunes la possibilité de participer à des conférences, des ateliers. Ils peuvent ainsi accroître leurs compétences, se créer un réseau et découvrir d'autres cultures associatives de différents secteurs (social, médico-social) explique Aurore Saada, conseillère jeunesse à la fédération nationale de Familles Rurales.

Chaque promotion travaille sur une production collective, et chaque jeune est accompagné individuellement par un mentor. Les thématiques abordées pendant la MaGE sont : gérer un projet, animer une réunion, lire et respecter un budget, prendre la parole en public, aiguiser son esprit critique.

Autant de compétences qui leur seront indispensables s'ils veulent prendre des responsabilités dans une association de manière avertie et sereine. Pour clore la masterclass, une rencontre peut être organisée entre les lauréats et les dirigeants des associations (président et



directeur général). Elle est organisée par les lauréats eux-mêmes et leur permet notamment de présenter leur production collective.

D'ores et déjà plusieurs jeunes ayant suivi la première Masterclass ont intégré les Conseils d'administration de la Croix Rouge, d'APF France handicap, ou le Comité jeune de Familles Rurales ; Ils prennent aussi leur place dans le débat public, en participant notamment à des séminaires, organisés par exemple par le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE).

Les candidatures sont ouvertes pour la quatrième promotion de cette Masterclass. Pour y postuler, les jeunes bénévoles doivent retirer un dossier de candidature auprès de leur fédération départementale.

* L'Institut de l'Engagement, créé en 2012, permet à des milliers de jeunes qui se sont engagés dans un volontariat (Service Civique, corps européen de solidarité) ou un bénévolat soutenu dans une association, de réaliser un projet d'avenir à la hauteur de leurs qualités, quel que soit leur bagage scolaire ou culturel, leurs origines sociales ou géographiques.

PORTRAITS DE BÉNÉVOLES

Instantanés de bénévoles, plus ou moins jeunes, qui témoignent de certaines de ces nouvelles formes d'engagement. Ils sont dans le concret, dans l'action, et à leur mesure ils agissent pour améliorer le lien social, soutenir une jeunesse dans laquelle ils ont confiance, améliorer la prise de conscience sur les enjeux climatiques.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

ALICIA BÉRANGER, 26 ANS

UN AN POUR TESTER DIFFÉRENTS MODES D'ACTION



Alicia est en master marketing et communication au Canada, quand elle découvre « La fresque pour le climat », une association qui propose des ateliers adaptés à tous les publics pour les sensibiliser au changement climatique.

« J'ai suivi cette session et il était clair que je ne pourrais jamais reprendre ma vie d'avant ! J'avais commencé à travailler en alternance, à Disneyland pour l'événementiel, et

dans le milieu festivalier à Montréal. Je devais choisir : rester au Canada ? Si je m'expatriais, ma famille prendrait l'avion au moins une fois par an pour venir me voir, et vice-versa. Mon bilan carbone serait désastreux ! »

Alicia décide de consacrer un an de ses économies au « bien commun », en France. Un an pour tester différents moyens d'actions. Et plonger littéralement dans un monde associatif incroyablement divers. « *Je ne gagne pas d'argent, je vis en colocation, mais je paie un peu moins cher que mes colocataires, qui soutiennent ainsi les actions pour lesquelles je suis engagée* ».

Elle anime à son tour des ateliers de la fresque du climat, auprès de ses proches, des élus, dans les écoles. Elle côtoie aussi certains de ceux et celles qui participent à des actions de désobéissance civile, par exemple « *Extinction rébellion* », qui vont envahir une piste d'aéroport ou occuper un ministère. D'autres militants, avec « *La ronce* », vont jusqu'au sabotage, en neutralisant des terminaux de paiement des stations Total, en ouvrant toutes les canettes de Coca d'un supermarché. « *Ce type d'action très médiatisée rappelle à tous que l'on ferme les yeux sur un véritable génocide de la planète.*

Mais je ne pense pas rejoindre ces groupes. Mon combat est pacifiste et s'ancre dans la sensibilisation, la transmission de l'information pour que chacun.e ait conscience des enjeux climatiques ».

Alicia participe aussi, pour venir en aide aux migrants, au programme « *Réaction* » de Makesens; En deux semaines, il permet à une quinzaine de personnes de se mettre en mouvement pour créer un lien et le maintenir avec des personnes fragiles, en l'occurrence des primo-arrivants. Les participants donnent des cours à des réfugiés, font du sport avec eux. « *J'ai ainsi découvert Makesens, un collectif qui crée des outils et des programmes de mobilisation collective pour permettre à tous de passer à l'action et de construire une société inclusive et durable. Je n'ai pas seulement rencontré des jeunes qui ont ont marre du monde qu'on leur propose, mais aussi des retraités qui ont 40 ans de croissance absurde derrière elles à déconstruire... et plein de projets pour cela ! »*

Alicia s'inscrit ensuite à une formation de deux mois, « *Fertiles* », organisée par « *La bascule* » Une école volante, qui va d'éco-lieu en éco-lieu, propose de travailler sur la coopération, de se questionner sur le rôle de chacun dans la société.

« Ma famille a du mal à comprendre que je sorte du schéma traditionnel. Ils étaient admiratifs quand j'ai été embauché chez Disney, imaginaient ce poste comme un tremplin. Aujourd'hui ils s'inquiètent de me voir dans une certaine forme de précarité.

Pourtant je pourrais faire cela toutes les minutes de ma vie, sensibiliser au changement climatique, semer des graines. Je m'épanouis dans ces petits mouvements très novateurs, avec ces personnes qui ont des étoiles dans les yeux et envie de changer le monde ».

Même en politique Alicia imagine s'engager autrement. Et vient de signer pour « *La primaire populaire* », un mouvement citoyen qui proposera aux présidentielles de 2022 un projet écologique et démocratique.

« On ne se réveille pas un jour avec l'envie de s'engager, il faut se laisser embarquer dans cette galaxie associative, aller vers les autres, et se poser les bonnes questions : quelle femme j'ai envie d'être, quelle place je veux avoir dans le monde ? »

JEUNESSE

FRANCK DELAUAUD, 40 ANS, VENDÉE

A FAMILLES RURALES, UN SOCLE DE VALEURS PARTAGÉES DEPUIS L'ENFANCE

Vous avez l'image clichée de l'expert comptable triste et austère ? Interrogez Franck Delavaud et vous changerez d'avis ! Car cet homme cultive autant la passion des chiffres que celle de la jeunesse, à qui il consacre bénévolement presque la moitié de son temps libre.

Petit flash back : écolier, Franck fréquente l'accueil de loisirs de Mareuil-sur-Lay, en Vendée, géré par une association Familles Rurales, dont sa mère, secrétaire comptable par ailleurs, est la trésorière bénévole. « *Je la revois entrain de remplir les bulletins de paie sur la table, raconte t-il, ce doit être elle qui m'a communiqué cette passion des chiffres !* »

En attendant de démarrer ses études, Franck cherche un petit boulot d'été. « *Il y avait des opportunités comme saisonnier agricole, pour castrer les maïs. Mais ça ne me plaisait pas trop, alors j'ai passé le Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA), et ce fut une révélation !* »

De 1996 à 1999, Franck revient au centre de loisirs de Mareuil où il allait petit, mais cette fois en tant qu'animateur ! Il enchaîne avec un Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD) et devient formateur BAFA à son tour.

En parallèle, il poursuit ses études d'économie et de comptabilité avec une maîtrise à la faculté de Nantes, puis un IUT banque/Finance. En 2001, il a un CDI dans un cabinet d'experts comptable. Mais pas question de lâcher l'animation... ! Il mènera donc les deux de front.

Son engagement à Familles Rurales est à tous les échelons : président de l'association de Mareuil, il est aussi trésorier départemental de Vendée, et devient le plus jeune membre du CA au niveau national, où il est responsable du « Comité National Jeunesse ».

Le bénévolat occupe environ 40 % de ses temps libres : il consacre au moins 4 week-ends par an au Comité National Jeunesse, et part douze jours chaque été comme directeur d'un centre de vacances. Et cela depuis 18 ans !

Un sacerdoce ? « *Cela me permet de découvrir d'autres régions, de participer à quantité d'activités, de rester au contact des jeunes. Et*

plusieurs animateurs sont devenus des amis très proches. Les valeurs véhiculées par le réseau, - participation, responsabilité, solidarité-, ce sont vraiment les miennes. Chez les nouveaux bénévoles, c'est peut être moins le cas. Mais de mon point de vue il n'y a pas de crise du bénévolat, et nous renouvelons sans problème nos équipes ». De nouveaux profils intègrent l'association. Par exemple un certain nombre de citoyens qui s'installent en milieu rural suite à la crise du Covid. Et découvrent que tous les services auxquels ils avaient accès très facilement en ville ne sont pas forcément disponibles ici. Il faut parfois s'engager pour en bénéficier. Par exemple les accueils de loisirs ne fonctionnent pas sans l'implication des parents. « *Cela nous demande un travail d'explication, mais les gens sont souvent contents de sortir de leur position de consommateur, et de découvrir qu'ils ont ainsi une certaine maîtrise des services* », commente Franck.

Directeur associé de son cabinet de comptable qui emploie 70 personnes, Franck court après le temps. Mais les passerelles sont nombreuses entre les deux activités. « *Je deviens le comptable de jeunes que j'ai encadré en colonie de vacances, et j'organise au niveau de la fédération des formations en comptabilité. J'enseigne également dans des IUT de compta, donc tout se recoupe !* »

Sollicité pour faire partie de l'équipe municipale, il a décliné, car il a ce sentiment que dans les partis, la parole n'est pas aussi libre que dans l'associatif, que tout est décidé à l'avance.

Son objectif avec cet engagement ? Changer le regard que la société peut porter sur la jeunesse. « *On a vécu dans un climat pesant, il faut redonner à la jeunesse le sourire et la volonté d'avancer. Les jeunes ont plein de qualité, et ce sont eux qui seront aux manettes demain ! La période que l'on vient de vivre montre qu'on a tous besoin des autres* ».



PORTRAITS DE BÉNÉVOLES

LIEN SOCIAL

PATRICK BERNARD, 61 ANS, PARIS

UNE SECONDE CARRIÈRE DANS LE BÉNÉVOLAT, POUR MIEUX VIVRE ENSEMBLE



Une quarantaine de groupes whatsApp - zéro déchets, zéro mégots, hyperlogement, hypervoïsans...- et des dizaines de bénévoles : les Hyper Voisins, collectif créé à l'initiative de Patrick Bernard, n'en finit pas de grossir.

Journaliste puis cadre d'une filiale de Ouest-France, Patrick Bernard, soixante ans, était déjà passé de Word à Excel, pour diriger une équipe de 70 personnes. Aujourd'hui, il est en passe de transformer un petit groupe de voisins en start-up de la convivialité.

Le lien social n'est pourtant

pas dans son ADN. *« Pendant des années, j'ai habité les TGV et les hôtels, entre Rennes, Paris, et Bruxelles. Quand je me retrouvais chez moi, dans mon petit village breton, ce n'était surtout pas pour ouvrir ma porte aux voisins... Je n'ai jamais eu la fibre associative ! »*

Mais lorsqu'il quitte Ouest-France et se retrouve dans ce petit bout du 14^{ème} arrondissement à Paris, rue de l'Aude, il lui prend l'envie de recréer une vie de village dans une capitale qu'il estime trop impersonnelle. *« Je ne suis pas un bisounours, il ne s'agit pas de devenir tous amis, mais de coopérer pour mieux vivre ensemble. »* Sa femme accepte de le financer pendant trois ans, le temps de vérifier cette intuition que le lien social est créateur de richesses. Et c'est parti !

Patrick Bernard commence par organiser des réunions chaque samedi dans l'arrière-salle d'un restaurant, auxquelles l'épicier du coin lui envoie « les clients sympas ». Un petit groupe se forme avec l'idée de créer du lien entre les habitants. Mais Patrick Bernard, lui, estime déjà que la convivialité ce n'est pas juste un bon sentiment, mais un actif économique dans lequel il faut investir. *« En tout cas c'est l'idée que j'avais, et que je souhaitais vérifier. »*

Il procède avec systématisme : 53 rues, 70 hectares, 15 000 habitants : ce morceau de territoire, ce sera « La république des hypervoïsans » et des citoyens qui vont passer du statut de

consommateur à celui d'acteur de leur cité. Comment connecter ces habitants ? En fonctionnant comme une start-up, en créant des événements. Tout y passe, de la distribution de chouquettes par des gamins embarqués dans un « carnaval des souris », à la mise en place d'une collecte de bio-déchets, ou de « 1000 gâteaux pour Emmaüs », sans oublier des mini-concerts au balcon pendant le premier confinement.

Dès le premier repas des voisins, il voit grand... et professionnel. *« La qualité, c'est notre marque de fabrique. On ne fait pas du patronage ! »*

Il convainc une entreprise du quartier spécialisée dans l'événementiel de lui fournir 180 tables pour le premier repas de quartier qui va réunir... 700 personnes ! Un succès jamais démenti, la dernière table avant Covid ayant réuni 1000 convives.

Les ambitions de l'association grandissent. Le collectif organise une consultation pour l'aménagement d'un carrefour qu'ils souhaitent transformer en véritable « place du village », en y installant des bancs, une petite scène, etc. Pour ce projet, ils décrochent une subvention de 196 000 euros, votée par le conseil de Paris.

Boulimique, Patrick Bernard va plus loin : il veut repenser le télétravail, l'accès à la santé (racheter une maison du quartier pour en faire un dispensaire) et répliquer l'expérience de cette petite république dans cinq autres arrondissements de la capitale. Surtout, il veut créer une école, et former des ingénieurs sociaux, qu'il baptise « l'ami du quartier » et qui seraient rémunérés pour connecter les habitants.

Le bénévolat ne suffit plus. Il lui faut maintenant un budget, et professionnaliser le collectif. Il se donne donc 18 mois pour créer une société coopérative, et investir encore plus rationnellement ce champ de la convivialité. Des chercheurs en science politique ont été sollicités, qui pourraient mettre au point un indicateur puis évaluer les « gains de convivialité » produits par différentes actions ; Des contacts sont pris avec d'autres communes, en France mais aussi à l'étranger.

En se professionnalisant, le collectif risque-t-il d'y laisser son âme ? *« L'important c'est d'être efficace, de ne pas se perdre en délibérations sans fin »* estime P. Bernard, toujours pragmatique...

AIDE AUX DEVOIRS ET ACCUEIL DE RÉFUGIÉS

LINDA RENEDO, 65 ANS, TALENCE

CONCILIER TEMPS POUR SOI ET POUR LE BÉNÉVOLAT

Pendant qu'elle était en activité, Linda n'a jamais milité ni pour une association ni dans un parti, mais l'élément déclencheur de son engagement a été l'attentat contre Charlie Hebdo.

« L'éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde, a dit Nelson Mandela. Je me suis dit qu'effectivement c'était là que je pouvais agir ». Cadre contrôleur financier dans une grande entreprise, elle vient de prendre sa retraite. Elle va se rendre deux fois par semaine à l'association MixCité de Talence, proche de son domicile, pour l'aide aux devoirs des enfants du quartier. Ils et elles sont trente bénévoles, essentiellement des retraité(e)s, pour 55 enfants.

« Il fallait être nombreux, car chacun souhaite aussi garder du temps pour soi ou ses petits-enfants, et les bénévoles n'étaient pas forcément présents régulièrement ». L'association est dirigée par une personne payée par la Caisse d'assurance maladie, et rémunère également quelques salariés, dont la présence régulière et permanente est indispensable pour assurer le suivi avec les familles, avec les enseignants et l'encadrement des bénévoles.

« La difficulté, c'est que des personnes comme moi, qui ont une longue expérience professionnelle, ne sont pas prêtes à exécuter tout ce qu'on leur demande dans ce type d'association. Nous étions plusieurs à prendre des initiatives, à essayer de dynamiser un peu l'activité, et

surtout nous avons protesté quand nous avons vu que deux salariées étaient licenciées pour embaucher plus de bénévoles ».

Ils sont quelques uns à signer un courrier à la directrice et au Maire, et à être finalement priés de quitter l'association.

« On se rend vite compte dans ce type de dispositifs qu'il y a des querelles d'ego, de territoires.

Je trouve important que ce type d'associations soit

vraiment encadré, car les fonds viennent de la région, du département, de la mairie, et cela représente beaucoup d'argent. Les comptes sont contrôlés, mais le fonctionnement n'est pas toujours rigoureux ».

En parallèle Linda est inscrite à l'association JRS Welcome (Jesuit Refugee Service), qui propose un hébergement provisoire et gratuit au sein d'un réseau national de familles, pour les réfugiés dont la demande d'asile est en cours de procédure et qui sont à la rue.

« J'ai une chambre d'amis, donc matériellement je peux le faire. Mon père, réfugié espagnol, a passé les Pyrénées à pied, et j'ai toujours été indignée par ces récits d'étrangers perçus comme des usurpateurs alors qu'on sait bien que rares sont ceux qui quittent leur terre de gaieté de cœur ».

Linda est formée pendant quelques jours, indispensable pour savoir comment se comporter avec des personnes qui ont connu avant d'arriver en France un parcours très compliqué et d'immenses souffrances. Il faut apprendre à respecter leur silence si elles ne souhaitent pas parler, à accepter qu'elles partent au bout de six semaines même si vous avez noué de vrais liens. « Les personnes de Welcome sont très stricts sur ce point, avec raison : ce n'est pas le confort des familles accueillantes qui est privilégié, c'est celui des réfugiés. Dans cette association, tout est très organisé, structuré. On a un planning de disponibilités à compléter tous les 3 mois, donc je sais que je peux planifier des vacances mais quand je m'inscris au planning, j'intègre cette contrainte de présence, et je suis fidèle au poste ».

Sur les trois dernières années, Linda a accueilli une dizaine de personnes de toutes nationalités : géorgien, albanais, congolais, ukrainien, irakien... Certains pour quelques jours, d'autres pour quatre ou six semaines. « Je n'ai pas eu d'affinités avec tous, je me suis très bien entendue avec d'autres. Mais cet engagement dans une association à taille humaine, qui est important sans me demander une disponibilité permanente, c'est vraiment ce qui me convient ».



A ISIGNY-SUR-MER, JOËLLE LARUE, CONDUCTRICE ET CONFIDENTE

Un rendez-vous chez le médecin, un entretien professionnel, une formalité administrative... Les impondérables de la vie nécessitent parfois un déplacement de plusieurs kilomètres. Lorsque les transports en commun ne répondent pas aux besoins, la situation peut parfois devenir compliquée. C'est pourquoi ceux qui n'ont pas de permis et/ou pas de véhicule, peuvent compter sur les 45 chauffeurs bénévoles de l'association Familles rurales dans le Calvados. Joëlle Larue, à Isigny-sur-Mer, est l'une d'eux. Rencontre.

Lorsque l'on a passé sa vie professionnelle à communiquer aux autres sa passion, pas étonnant que l'on cherche à garder le contact à l'heure de la retraite. Ancienne guide conférencière dans le patrimoine, Joëlle Larue, retraitée à Isigny-sur-Mer, ne conçoit pas une vie sans la richesse des relations humaines. C'est pour cela qu'elle a répondu, en 2019, à l'appel de la fédération Familles Rurales du Calvados qui cherchait à constituer un réseau de transport solidaire. Objectif : permettre aux personnes privées de mobilité pour diverses raisons, de se déplacer à moindre frais.

Au volant de sa Citroën C3, Joëlle Larue n'est jamais aussi heureuse que lorsqu'elle peut

rendre service à son prochain. « J'ai la chance d'avoir du temps libre et un véhicule. Alors autant en faire profiter les autres ».

Dans un rayon de quelques kilomètres autour d'Isigny-sur-Mer, pour 32 centimes du kilomètre, Joëlle transporte ses passagers vers différents lieux de rendez-vous : médecin, kiné, administration... « On peut même emmener quelqu'un sur son lieu de travail », assure la retraitée.

Chaque voyage est une petite aventure. « Lorsque la confiance s'est installée, les gens n'hésitent pas à nous faire des confidences. Pour certains, nous sommes le seul lien social ». Une clause inscrite dans la charte des bénévoles

assure une confidentialité totale. « Ce qui se dit dans la voiture reste dans la voiture », sourit Joëlle.

A 70 ans, Joëlle Larue n'entend pas lâcher le volant de sitôt. « Ces petits voyages sont chaque fois de belles aventures ».

Contact

Association Familles Rurales du Calvados,
2 Rue du Canada, 14310 Villers-Bocage

Téléphone : 02 31 77 16 10

Site web :

<https://normandie.famillesrurales.org/43/14-federation-du-calvados>



RENCONTRE AVEC LES JUNIOREPORTERS

Partons à la rencontre des Junioreporters de l'association Familles Rurales de Saint-Cyr-en-Val (45). Tout commence en 2015 à l'occasion de l'évènement « Après-midi des familles » l'idée était de rédiger un article sur l'évènement et par la suite d'initier les jeunes à la vie de reporter. Depuis le groupe s'agrandit et de nouveaux apprentis journalistes s'engagent et apportent de nouvelles opportunités... Une dimension est apparue celle de la conso qui vise à inclure l'autonomie des jeunes, et sensibiliser à l'aspect critique et d'analyse du marketing de consommation. On a posé la question de « *Qu'est-ce qui a suscité votre engagement en tant que Junioreporters ?* ».

Lucie a été la première à nous répondre : « *J'ai fait un stage de découverte au sein de la République du Centre, ce qui a suscité encore plus mon intérêt pour le milieu et le travail avec le groupe a confirmé mon souhait de faire du journalisme mon métier.* »

Axelle, présente depuis la création, nous répond que son intérêt est venu grâce à l'atelier.

Hanna, s'engage en 2019 pour découvrir les ficelles du métier de journaliste en loisirs et profite des moments de convivialité.

Elles nous racontent les moments les plus marquants qu'elles ont vécu dont la découverte de l'univers de l'audio avec Radio Campus, le concours Bourse Jeunes Action, la visite de monuments, musées à Paris... Ces sorties leur ont permis de rédiger des articles sur différents thèmes, mais pas seulement.

« *Cet atelier peut susciter des prises de conscience par rapport à certains sujets, ce qui développe des valeurs et un avis qui peut vous faire changer, ce qui vous engage différemment dans vos choix.* » nous rapporte Laetitia, coordinatrice du groupe. Avec différents impacts sur le comportement en lien avec la nature, les déchets, le harcèlement, la condition de la femme, le choix des produits...



A MOYON-TESSY, UNE BELLE INITIATIVE SUR LA PARENTALITÉ

Aggré espace de vie sociale depuis 2007, l'association Familles Rurales de Moyon-Tessy a toujours accordé une place prépondérante aux relations intra-familiales. Cette volonté s'est encore accrue avec l'arrivée d'une nouvelle directrice, Raphaëlle Tabary, en 2018 et la mise en place d'un « espace des parents ».

« *La parentalité est au cœur de notre projet social* », confirme la directrice. Comment accompagner les parents dans leur rôle d'éducateur, comment répondre à leurs préoccupations, à leurs demandes d'informations ? Autant de questions qui trouvent leurs réponses dans les nombreuses initiatives lancées par l'association. « *Pour favoriser le lien social entre parents et enfants, mais aussi entre les parents et les*

enfants de familles différentes, nous organisons des soirées à thèmes, des ateliers, des sorties ludiques... », indique Raphaëlle Tabary. Régulièrement, des professionnels de la famille (enfance, adolescence, éducation...) viennent animer des conférences sur des thèmes bien précis, comme la charge mentale ou l'utilisation des écrans.

« *Et deux fois par semaine, un espace jeux est mis à la disposition des 0-3 ans accompagnés de leurs parents, grands-parents ou assistantes maternelles* », complète Raphaëlle Tabary. Convivialité, écoute et soutien sont les principes qui guident les initiatives de l'association manchoise.

Contact: Association Familles Rurales de Moyon-Tessy,
102 rue de la Mairie, 50860 Moyon Villages.
Téléphone : 02 33 57 16 81.
Site internet :
<https://www.famillesrurales.org/moyon-tessy/>



NATHANAËLE,

RÉDACTRICE EN CHEF DE LA PAGE

24 ans, est étudiante
en master d'architecture
à Nantes



INTERVIEW

« Ma mère était directrice d'un centre de loisirs Familles rurales. Quand j'avais une quinzaine d'années elle m'a emmenée à un congrès FR en Vendée. Le thème était la jeunesse, et ils recrutaient pour le premier Comité jeunes. Je me suis lancée ! Et j'y suis depuis 2013.

Dans mon école d'architecture, il y a plusieurs associations dans lesquelles les jeunes sont très impliqués : musique, théâtre, discrimination, accueil Erasmus, offres de stages, etc. J'ai été ainsi co-présidente de l'Amap, qui propose des fruits et légumes peu onéreux aux étudiant(e)s.

Cela permet de faire vivre l'école. Le bureau change tous les ans et nous n'avons aucun problème pour le renouveler. En revanche quand je dis à mes ami(e)s que je vais à Paris participer à des réunions avec des instances nationales, cet engagement leur semble trop important, ils ne se sentent pas légitimes.

Pourtant, la participation au Comité Jeunes m'a beaucoup apporté, j'ai appris à prendre la parole, à avoir confiance en moi. En architecture, il y a beaucoup d'acteurs autour d'un projet, or j'ai appris à discuter et prendre en compte les avis des élus, des entreprises.

Cet engagement m'a aussi ouvert l'esprit sur des champs d'activités nouveaux, par exemple l'activité « défense des consommateurs » de Familles Rurales. J'ai appris à manger sainement sans me ruiner, et je ne me serais sans doute pas intéressée à ce sujet sans Familles Rurales.

Je termine mon master et après je ne sais pas où je serais, il m'est donc difficile d'avoir une vision de mon engagement sur le long terme. Je ne pense pas aller vers un parti politique. Quand je vote je lis attentivement les projets, et je peux voter pour un parti aux municipales et pour un autre aux présidentielles. Il m'arrive de signer des pétitions, mais plutôt pour des actions concrètes. Par exemple, j'ai protesté contre un projet de barrage qui menace l'environnement d'un village où j'ai passé mon enfance, car je sais quel sera l'impact sur le terrain.

NOTRE PAROLE A DU POIDS !

On l'a vu avec la crise sanitaire et les manifestations pour le climat, les jeunes sont très actifs, très présents dans les médias, et s'engagent via des actions concrètes.

Nous sommes rarement investis dans une démarche politique, car nous avons le sentiment que la politique nous met dans des cases. Nous en avons une image assez négative, avec cette impression que les hommes et les femmes politiques s'emparent des sujets pour des raisons médiatiques.

C'est un peu contradictoire, car quand nous manifestons c'est justement pour nous faire entendre des politiques ! Mais on peut par exemple défendre une position écologique sans prendre sa carte chez les verts.

Pour les jeunes les espaces d'engagement sont compliqués à trouver. Car si souvent on nous écoute, ensuite il ne se passe rien. Le numérique pour nous est un véritable outil d'engagement. Les « gilets jaunes » ont démarré comme cela, avec des événements Facebook leur permettant de se retrouver sur les ronds-points.

A travers les réseaux sociaux, on peut s'engager en signant des pétitions, en « likant » des

événements. Et ces engagements invisibles peuvent être massifs.

C'est justement cette force invisible que l'on veut montrer quand on descend dans la rue, même si malheureusement ces derniers temps les manifestations virent à la confrontation entre manifestants et forces de l'ordre.

Dans l'engagement, ce qui nous effraie un peu, c'est la question de la responsabilité. Notre parole peut facilement être reprise, partagée et décuplée : cela nous fait porter une sacrée responsabilité !

De plus, nous avons une vision très court terme de notre avenir. Au collège nous avons la perspective du lycée, au lycée celle des études ou d'un futur métier. Dans tous les cas il est tôt pour s'engager sur le long terme, or on a l'impression qu'on attend quelque chose de nous.

Nous pensons qu'il faudrait peut être employer un autre mot, comme « bénévolat » à la place d'engagement. Ou alors adjoindre un adjectif, comme engagement « citoyen », « éphémère », afin qu'il soit plus rassurant pour un jeune de dire « je m'engage ».

